

Position de la FAMH

Les laboratoires en Suisse

Des laboratoires de haut niveau sont absolument indispensables pour le système de santé suisse. Ils sont en outre extrêmement importants pour poser les diagnostics; les analyses de laboratoire jouent ainsi un rôle déterminant pour deux tiers des patients. Les laboratoires spécialisés permettent de dépister des maladies à un stade précoce et de prescrire les traitements à temps: ils permettent donc de réaliser d'immenses économies.

Conditions pour une bonne révision de la Liste des analyses

Pour que la révision de la Liste des analyses se fasse dans de bonnes conditions, la FAMH revendique une définition claire des conditions cadres et de la mission pour la médecine de laboratoire. Les points suivants devraient être définis comme conditions cadres sur le plan politique:

1. Le question du laboratoire de présence et de ses particularités
2. Les exigences par rapport à la qualité d'approvisionnement et notamment les temps de réponse entre le moment du prélèvement et le résultat. Est-ce l'approvisionnement centralisé avec des temps de réponse longs et comportant des risques potentiels pour les patients ou un tarif permettant un approvisionnement décentralisé en périphérie?
3. La valeur de la prestation pour le médecin traitant (prestation technique pure ou prestation de valeur technique/scientifique avec aide à l'interprétation du résultat)
4. La part du laboratoire dans les coûts de la santé

Ceci aboutirait à la

5. Fixation d'un tarif permettant de financer correctement les différents types d'activité de laboratoire

Transparence

Les conséquences de ce processus étant tellement importantes pour le système de santé en Suisse – nous rappelons que plus de 60% des diagnostics dépendent directement d'un résultat de laboratoire – que cette révision ne peut se faire dans un manque total de transparence comme jusqu'à présent. La participation de tout groupe ou individu à cette révision du tarif doit être visible et compréhensible pour tous.

Commission d'experts

La FAMH a soutenu l'OFSP dans la création d'une structure tarifaire orientée processus. Cette structure reflète la réalité dans un laboratoire moderne. Elle doit être entretenue et adaptée aux changements et au progrès en médecine. Pour atteindre cet objectif, nous demandons la création d'une commission d'experts regroupant tous les acteurs dans le domaine du laboratoire médical avec la participation des sociétés scientifiques. Une telle commission existait déjà il y a quelques années avant son abolition par l'OFSP et sa décision unilatérale de travailler dorénavant dans l'obscurité totale. Cette commission aurait le mandat d'établir, en collaboration avec les autorités, une nouvelle Liste des analyses en tenant compte des spécificités du système de santé dans notre pays et de la volonté politique définie

préalablement par le parlement et, en l'occurrence, par le peuple. La FAMH est prête à y collaborer de manière engagée et d'y apporter ses connaissances spécifiques. De plus, cette commission serait chargée de surveiller en permanence le tarif afin de pouvoir l'adapter rapidement aux développements techniques et scientifiques. A notre avis, la commission actuelle (Commission fédérale des analyses, moyens et appareils) n'est pas capable de relever ce défi de par sa composition hétéroclite. Les experts sont en minorité et ne peuvent en aucun cas couvrir tous les aspects de la médecine de laboratoire.

Conclusion

En conclusion, nous avons déjà maintenant un excellent approvisionnement en prestations de laboratoire et à des coûts raisonnables. Ces prestations sont d'une valeur très élevée pour le diagnostic, le suivi et le traitement et se trouvent, de par leur décentralisation, proches du patient. Il est clair que des modifications sont nécessaires dans le tarif des laboratoires actuel. Toutefois, une intervention mal préparée dans ce domaine comporte des risques imprévisibles par rapport à la sécurité du patient. Une révision bien préparée de la liste des analyses en tenant compte des vrais besoins du système de santé en Suisse sera, en fin de compte, dans l'intérêt des patients et de toute la population.